



### Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

La FSU ne reviendra pas sur l'avis du CESER ni sur le détail du rapport très complet de la Région. La direction de l'immobilier fait chaque fois un gros travail pour rendre compte des actions menées dans les lycées et pour expliciter les objectifs comme les difficultés rencontrées. La FSU salue un réel progrès depuis 2016 dans les éléments de compréhension qui nous sont apportés alors que ce dossier est devenu de plus en plus complexe du fait des différentes *feuilles de route* qui l'ont intégré.

S'il en était besoin on rappellera que ce dossier de l'immobilier des lycées publics, avec le Programme 303 du Budget qui lui correspond, n'est pas une petite affaire : plus de 500M€ engagés entre 2019 et 2021 et plus de 1Md€ depuis 2016 dont 70 % des enveloppes travaux qui bénéficient aux entreprises bretonnes. C'est donc un poids lourd du budget régional, mais c'est aussi un sujet qui compte pour l'économie bretonne bien qu'il soit rarement considéré sous cet angle.

Ceci pour dire que les choix politiques qui sont faits sur ce dossier ne sont pas anodins. Ce qui nous amène au but principal de cette intervention, à savoir le report *sine die* du projet de nouveau lycée à Chateaugiron. Sur ce sujet qui pour le coup n'est pas technique, la Région est nettement moins claire sur ses intentions, mais on comprend que le projet ne se fera plus durant cette mandature. C'était pourtant un engagement fort pris par l'exécutif précédent et repris il y a encore quelques mois seulement par l'exécutif actuel au cours de la campagne.

La Région annonce qu'elle veut d'abord reconsidérer la question de la démographie sur le secteur de Rennes. La FSU a toujours défendu la nécessité d'avoir la connaissance la plus précise possible des évolutions démographiques. Si les prévisions faites en 2018 sont à corriger il est nécessaire de le faire, la FSU ne trouve rien à redire à cela. Mais ce serait une erreur de réduire la construction de nouveaux lycées uniquement à une réponse ponctuelle à la pression démographique : on ne construit pas seulement un lycée parce que les élèves sont là, mais aussi pour les amener eux et leurs familles sur un territoire dans les décennies à venir. Or au vu des bouleversements environnementaux aussi bien que politiques, tout porte à penser que la Bretagne n'en a pas fini avec la croissance démographique. Cela nous paraît devoir aussi être pris en compte.

Pour la FSU le projet de Chateaugiron devait être aussi l'occasion d'élargir l'offre de formation dans le public avec un nouveau lycée polyvalent intégrant des formations professionnelles. Nous avons défendu cette idée à plusieurs reprises en session, et l'étude du CESER sur les jeunes de la voie pro des lycées semble aller dans le même sens : la présence de formations des trois voies, générale, technologique et professionnelle, au sein d'un même établissement permet aux élèves de mieux choisir leurs parcours et, au besoin, de mieux se réorienter.

Mais surtout, sur le secteur de Rennes, il y a de plus en plus d'urgence à apporter une réponse aux demandes des jeunes pour des formations en lycée professionnel. L'année dernière à peu près à la même date, faute de places vacantes, plus de 300 élèves sortant de 3<sup>ème</sup> étaient sans solution à l'issue des affectations via Affelnet. Les retours des établissements actuellement indiquent qu'ils pourraient être encore plus nombreux cette année. A quoi il faut ajouter les demandes de réorientation après la classe de 2<sup>nde</sup>. Depuis deux ans on constate une très sérieuse dégradation de la situation des élèves arrivant au lycée : de plus en plus d'élèves perdus, en grande difficulté face aux apprentissages, et en manque de motivation. Nous sommes nombreux à y voir les effets conjugués de la crise Covid et des réformes successives. Quoi qu'il en soit, tous les acteurs redoutent aujourd'hui une accentuation du décrochage scolaire du fait de l'orientation subie ou plutôt des affectations imposées dans une autre formation que celle voulue. Il y a donc urgence à agir.

Toujours sur le secteur de Rennes il y a également urgence à se pencher sur la sectorisation des lycées publics. La FSU l'a dit au dernier Conseil académique : la Région doit jouer tout son rôle en la matière comme le font les départements pour la sectorisation des collèges. L'absence de sectorisation des lycées sur Rennes engendre des déséquilibres importants – des déséquilibres démographiques évidemment, avec

aujourd'hui des lycées bondés au sud comme Bréquigny ou à Bruz, et d'autres qui se vident comme Joliot-Curie ou Jean Macé. Les déséquilibres ne sont pas seulement démographiques, ils sont aussi sociaux. Il est donc nécessaire et urgent de se pencher sur la carte scolaire rennaise avec un objectif de mixité sociale des établissements.

Au delà du secteur de Rennes des problèmes de flux d'élèves dans le public se posent également ailleurs, par exemple sur le secteur de Redon. Se pencher sur cette question appelle aussi nécessairement à regarder les effets de la dualité public-privé que les collectivités et le rectorat considèrent toujours sous l'angle de la « complémentarité » alors que chacun sait et voit sur le terrain ce qu'il en est de la concurrence faite à l'enseignement public. Ce qui explique au passage pourquoi tant de collègues des lycées publics prennent si mal l'annonce par la Région d'un retard dans la rénovation d'une salle ou d'un internat, ou tout simplement, comme aux lycées Guéhenno ou Rabelais, l'absence d'une vraie salle polyvalente pour accueillir les familles lors des portes ouvertes alors que tel ou tel établissement privé à proximité communique sur la qualité de ses équipements.

Pour finir, il y a un autre point sur lequel nous attendons que la Région agisse, c'est celui des formations technologiques. Si l'on excepte les séries tertiaires (STMG), les séries technologiques industrielles (STI2D) et de laboratoire (STL) sont aujourd'hui en très grande difficulté sans que les autorités académiques s'en émeuvent. Il y a une douzaine d'années lors de la réforme très brutale des bacs de la filière STI, la Région était intervenue pour défendre la présence des STI et des STL dans les lycées, s'appuyant à la fois sur l'importance de ses investissements dans les ateliers et les laboratoires et sur les besoins pour l'industrie bretonne de techniciens formés au niveau post-Bac. Face à une situation au moins aussi préoccupante aujourd'hui, la FSU attend de la Région qu'elle pèse de tout son poids afin que le rectorat s'engage enfin sur ce dossier.